

Interview de Bjørn Tore Godal: le premier référendum négatif en Norvège sur l'adhésion aux CE (Berlin, le 19 juin 2007)

Source: Interview de Bjørn Tore Godal / BJØRN TORE GODAL, Christian Lekl, prise de vue : François Fabert.- Berlin: CVCE [Prod.], 19.06.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:01, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_de_bj%C3%B8rn_tore_godal_le_premier_referendum_negatif_en_norvege_sur_l_adhesion_aux_ce_berlin_le_19_juin_2007-fr-6a46131d-7adb-4aa6-be96-c6ea448b7454.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Interview de Bjørn Tore Godal: le premier référendum négatif en Norvège sur l'adhésion aux CE (Berlin, le 19 juin 2007)

[Bjørn Tore Godal] En 1972, j'étais moi aussi contre cette adhésion. C'est peut-être très intéressant à ce titre. Nous voyions l'Union européenne comme une construction capitaliste destinée aux pays riches d'Europe. L'AELE, l'*Association européenne de libre-échange*, était en fait plus étendue, et l'ingérence politique des principes capitalistes y était moindre. Elle symbolisait un accès ouvert au marché pour les capitaux, les marchandises, les services, et rien d'autre. Du côté des détracteurs, on pensait que l'UE ne servait que les intérêts des riches. Le libre-échange oui, mais pas ces principes. Protection de l'environnement, égalité des chances... Les grands thèmes des années 70 et 80 n'étaient pas érigés au rang de principes au sein de l'Union européenne. Ce n'est venu que plus tard. Sans compter qu'à l'époque, nous considérons l'UE comme une petite organisation. Nous voulions une perspective paneuropéenne, avec une vaste collaboration entre Europe de l'Est et de l'Ouest, entre AELE et UE. Mais pas une adhésion directe à l'UE. C'est comme ça que nous voyions les choses.

[Christian Lekl] Et comment se dessinaient globalement les fronts, au sein de la société norvégienne?

[Bjørn Tore Godal] On peut dire que les principaux dirigeants de notre économie étaient pour l'essentiel en faveur de l'adhésion. Les syndicats étaient en règle générale contre. Les partis de droite étaient pour, les partis de gauche contre. Et les sociaux-démocrates étaient divisés. Voilà où nous en étions.

[Christian Lekl] À votre avis, qu'est-ce qui a fait pencher la balance en faveur du non? Quel a été l'argument décisif?

[Bjørn Tore Godal] Je crois qu'en Norvège, il y a un sentiment de distance. Oslo ou Bruxelles, cela signifie que tout est décidé de manière centralisée. Et, cette distance est très importante pour nous. La Norvège est une construction très particulière: si l'on fait pivoter le pays sur son point le plus méridional, Mandal, on se retrouve au Sud de Rome. C'est une distance énorme, n'est-ce pas? Oslo est loin. Mais Bruxelles est encore plus loin. Cette perception de la distance est un point important pour nous, en politique. C'était aussi le cas en 1994. On connaît les hommes politiques d'Oslo, et beaucoup ne les aiment pas, mais Bruxelles, c'est très, très loin. Cela a pour nous une importance capitale.

[Christian Lekl] Et dans quelle mesure le concept, par exemple, d'«union» est-il intervenu dans le débat?

[Bjørn Tore Godal] Il faut dire qu'en Norvège, on l'apprend dès sa prime jeunesse, l'union signifie que ce sont les autres qui décident. Nous avons eu des unions avec le Danemark et la Suède. Pendant 500 ans. L'union, ça signifie que les décisions sont prises par les Suédois ou par les Danois. C'est comme ça que nous voyons les choses. La Norvège est un pays ancien, mais une jeune nation. Nous ne sommes indépendants que depuis 1905.

Et nous sommes réticents à l'idée de déléguer notre pouvoir de décision. C'était le sentiment en 1972, mais aussi en 1994, bien que de nouveaux éléments soient alors intervenus dans la discussion.

[Christian Lekl] L'agriculture et la pêche ont joué un rôle important dans ce débat, n'est-ce pas?

[Bjørn Tore Godal] C'est évident. Les opposants à l'adhésion étaient divisés, ils ne formaient pas un bloc monolithique. Les pêcheurs et les agriculteurs étaient pour la plupart farouchement opposés à ce projet. Pas tous les pêcheurs, cela étant, parce que, comme vous le savez, les exportations de poissons sont très importantes pour la Norvège. Mais dans l'agriculture, nous n'avons que des intérêts défensifs. Mais, d'une manière générale, les Norvégiens ont l'impression que d'autres veulent s'emparer de leurs ressources. Qu'il s'agisse de la pêche, du pétrole ou du gaz. Et notre agriculture ne peut de toute façon pas rivaliser avec les grands pays agricoles d'Europe. Ce sentiment de centralisme et cette crainte d'une influence des grandes puissances prospères d'Europe, alliés à notre situation en matière de ressources, vous donnent un aperçu complet des arguments qui ont pesé.